

RÉCONCILIATIONS, ÉLECTIONS ET FORMATIONS DE GOUVERNEMENT AU TCHAD

Mahamat Mey MAHAMAT

Université de N'Djamena, Tchad

mahamatm2008@yahoo.fr

Résumé : La situation politique du Tchad depuis l'indépendance jusqu'à l'ouverture démocratique reste angoissante et largement dominée par les crises politiques et les conflits armés. Cette situation constitue une menace pour la concorde nationale, le développement et la paix. Plusieurs cadres de concertations ont été mis à contribution par les acteurs de la vie politique tchadienne pour sortir le pays du borbier de l'instabilité politique. En dépit des efforts fournis par certains acteurs politique et social, la préoccupation de la stabilité demeure fondamentale rendant ainsi le paysage politique tchadien incertain. Il s'agit dans ce travail de mettre en exergue les rôles joués et les efforts produits par les Tchadiens eux-mêmes dans le processus de réconciliations et conciliations nationales aboutissant à la paix et aussi à la constitution des équipes gouvernementales. Mettant en exergue l'approche systémique et l'analyse empirico-déductive, nos investigations se sont basées sur les ouvrages, les archives nationales, la presse écrite collectés dans les centres de documentations de la ville de N'Djamena. La présente étude se penche sur les cadres du dialogue inter-tchadien et les ententes scellées entre les leaders politiques dans le processus des élections à la magistrature suprême. Elle met en exergue les procédés de réconciliations nationales exclusivement entre tchadiens, les apports des accords électoraux issus des différents régimes politiques et, les recettes de conciliations comme possibilités de mise en place des équipes gouvernementales. Au-delà des normes de responsabilisations édictées par les lois et principes, les exigences des circonstances et contextes politiques peuvent paraître au gré des contraintes à la recherche de paix et cohésion nationale comme alternatives pour une organisation administrative. Ce qui permet d'expliquer et de saisir le poids de réconciliations nationales et les accords issus des ententes postélectorales et après les élections comme logiciels de formatage et de formation de gouvernement.

Mots clés : Conciliations, ententes, accords électoraux, formation de gouvernement, Tchad.

RECONCILIATIONS, ELECTIONS AND GOVERNMENT FORMATIONS IN CHAD

Abstract: The political situation of Chad since independence till the advent of democracy remains uncertain and greatly influenced by political crisis and armed conflicts. This situation constitutes a threat to national unity, development and peace. Many consultation frameworks have been put in place by the actors of the Chadian political life to remove the country from the quagmire of political instability. In spite of the efforts made by some political and social actors, the preoccupation of stability remains fundamental, making the Chadian political landscape uncertain. This work is aimed at underscoring the role played by and the efforts made by the Chadians themselves in the processes of national reconciliation and conciliation leading to peace and also the formation of governmental teams. Using the systematic and

empirical-deductive approach, our investigations were based on the pieces of work, national archives, written press collected from the documentation center in the city of N'djamena. This work focuses on inter-Chadian dialogue framework and the agreements concluded between political leaders within the process of elections into the higher magistracy. It underscores the national reconciliation processes exclusively between Chadians, the contributions of electoral accords from the various political regimes and the conciliation formulae as means of putting in place of governmental teams. Beyond responsibility norms prescribed by the law and principles, the demands of circumstances and political contexts can appear to be alternative constrains in the search for peace and national cohesion for administrative organization. This permits to explain and to take into consideration the weight or importance of national reconciliations and accords reached at, following post electoral agreements as software of dissolution and formation of government.

Key words: Conciliation, agreements, electoral accords, formation of government, Chad.

Introduction

Le Tchad est l'un des pays de la zone du centre de l'Afrique où le problème de stabilité politique depuis la fin de la première décennie notamment en 1970 de son indépendance se pose avec acuité. Ce soucis de stabilité politique constitue un défi à révéler, surtout, avec les récurrences de violence politique et les mouvements armés perpétrés au lendemain du premier coup d'état militaire jusqu'aux incursions rebelles des années 2006 et 2008. Si l'équation de réconciliation nationale sous l'égide des partenaires extérieurs se manifeste souvent en termes d'échecs et peine à trouver des solutions idoines entre les acteurs des conflits tchadiens du fait 'd'arbitrages intéressés' de nos partenaires, celle initiée et engagée par les tchadiens eux-mêmes s'opère sous un angle de réussites où on enregistre deux succès majeurs tendant à l'apaisement et aux conciliations débouchant sur la mise en place des équipes gouvernementales d'ententes et de cohésions. Les échecs récurrents issus du phénomène de réconciliation nationale sous le patronage des partenaires extérieurs ont fait prendre conscience et inciter les tchadiens dans leur ensemble à saisir leur destin à construire le pays dans la paix et la concorde. La volonté d'une quête à la stabilité et au progrès devient une obsession. En effet, la menace récurrente à la paix qui aggrave l'instabilité au Tchad, est motivée par les incursions rebelles venant soit de la Libye ou du Soudan et la discordance de la classe politique nationale.

C'est dans ce climat d'instabilité politique que le pays est cité en exemple d'un Etat vas en guerre. Les interventions sans efficacités des partenaires externes, l'intensité et la permanence de l'insécurité, sont des défis majeurs auxquels les tchadiens décident de prendre en main leur destin pour un pays calme et prospère. Toutefois, les initiatives prises par les tchadiens à gérer et régler eux-mêmes leurs problèmes ont enchaîné de sentiments d'encouragement et d'enthousiasme au regard de la communauté nationale et internationale. La question politique au Tchad se trouve au centre des analyses et réflexions au plan national qu'international où la littérature sur le problème

de sécurité apparaît prédominante. Ce gisement d'informations doublées de celles des médias, constitue des sources intéressantes pour les recherches. Mais l'abondance des sources sur cette question de sécurité au Tchad, ne semble pas aiguïser la curiosité des chercheurs car la littérature autour des initiatives tchado-tchadiennes pour la réconciliation liée à la formation de gouvernement ainsi que la charge ou alors le poids de faire la paix et organiser l'Etat, sont peu ou pas étudiés. Il nous paraît nécessaire d'analyser le poids de réconciliation nationale et les accords issus des ententes postélectorales et après les élections comme logiciels de formatage et de formation de gouvernement.

En ce sens, l'Etat tchadien a longtemps été victime d'une insécurité endémique et des troubles politiques, dont les efforts des partenaires externes tentent en vain de trouver des solutions relatives à la paix et à l'organisation de l'Etat. Mais, la proposition des solutions à ces problèmes de sécurité, sous l'initiative des acteurs internes avait abouti le plus souvent à l'instauration de la sécurité et au fonctionnement de l'Etat au Tchad. Dans cette dualité entre l'échec de partenaires étrangers pour la réconciliation nationale et le succès des acteurs politiques tchadiens pour la paix et l'organisation de l'Etat, il s'agit de vérifier et approuver les efforts entrepris par les tchadiens à œuvrer pour la réconciliation nationale, la concorde et l'organisation de l'Etat au Tchad. C'est à partir dont, des ouvrages généraux, des archives publiques, des rapports, des sources de terrain et des faits vécus que cette étude tente de répondre à cette question centrale. Elle aborde en premier lieu les réconciliations et processus de formation de gouvernement. En second lieu elle évoque les élections comme modèles de formation des gouvernements.

On peut ainsi appréhender le poids de réconciliation et les accords dans toute l'étendue de la question de mise en place de gouvernement au Tchad.

1. Réconciliations et processus de formation de gouvernement

1.1. Réconciliations inter-tchadiennes au regard des crises politiques et l'ouverture vers la formation du gouvernement.

Les résultats peux adéquats des assises de paix organisées par l'appui des partenaires extérieurs, fait prendre conscience aux Tchadiens à œuvrer eux aussi pour la recherche de paix et de la mise en place des institutions de la République. Après les échecs de réconciliations de Kano I et Kano II, le fiasco de Lagos le naufrage politique de France ville, les dirigeants politiques Tchadiens prennent conscience du devenir de leur pays Idris Bichara (2009, p. 187). Cette initiative consciente de rétablissement de paix, est un succès dans le paysage politique tchadien. Eu égard à ce constat, l'urgence est de mettre en évidence le rôle joué par les tchadiens dans la recherche de paix et de l'organisation administrative du pays afin de mener une réflexion sur une approche nationale de retour à la paix et à l'ordre institutionnel.

Pour ce faire, les modalités de consensus nationaux, leurs enjeux et leurs apports dans les pratiques et méthodes de formation et composition des équipes gouvernementales sont mises en exergue. Plusieurs cadres de concertations internes sont mis en contribution par les acteurs de la vie politique tchadienne pour sortir le pays de l'engrenage d'insécurité épidémique dans laquelle il se trouve depuis son accession à l'indépendance. Ce sont les cadres de dialogues inter-tchadiens.

Les dialogues entre Tchadiens sont ceux que les régimes ont entrepris et expérimentés avec les mouvements rebelles dans un cadre de concertation. Les premières expériences en faveur de ce type de dialogue remontent depuis le premier régime de la jeune République du Tchad. En collaboration avec les faucons de la rébellion, le premier président de la République du Tchad de 1960 à 1975 (François Tombalbaye) entreprend le dialogue avec le Front de Libération Nationale du Tchad 'Frolinat' Buijtenhuijs (1978, p.128). Il convient de souligner qu'au Tchad, la rébellion a vu le jour aux lendemains des émeutes de 1963 et à la suite des révoltes populaires de populations « *Moubi*¹ » dans la région du Guerra située au centre du pays.

Dans sa vision de politique nationale, le Président Tombalbaye n'accorde pas d'importance aux mouvements de rébellions les qualifiant de hors la loi, de bandit Gali Ngatta (1985, p.64). Mais plus tard ce discours change, il cède la place à une politique de la main tendue. C'est ainsi qu'une conférence de réconciliation nationale a été organisée entre le gouvernement de la République du Tchad sous le Président Tombalbaye et le Front de Libération Nationale du Tchad principal mouvement de revendications Robert (1978, p.49). Après avoir passé un mea-culpa sur les erreurs politiques commises, Tombalbaye engage une nouvelle politique vers les années 1970 notamment celle de réconciliation nationale qui complète entre temps la politique de réformes administratives².

Cette première tentative de mise en commun des intérêts nationaux et d'unité nationale comprend plusieurs aspects. Par principe tout processus de réconciliation nationale engagé par le régime au pouvoir sous-tend la recherche d'unité et de cohésion à laquelle l'opposition qu'elle soit armée ou civile et les dirigeants au pouvoir entrent dans une logique d'entente pour la défense des intérêts suprêmes de l'Etat. Cependant, il n'en demeure pas moins que le régime en place envisage d'autres enjeux plus ou moins inscrits dans les perspectives de récupérations politiques. L'historien tchadien a raison dans une certaine mesure, de s'interroger sur le bras de fer politique entre pouvoir et opposants. Il déclare que : « l'un des aspects de la politique de

¹ Les (Moubi) sont une population tchadienne issue de la région administrative du Centre du pays. Ils se trouvent principalement dans le département de Mangalmé.

² La politique de réforme administrative est une initiative de la France dans le contexte de crise politique et rébellion armée. Celle-ci au-delà de l'appui militaire apporte au Tchad par la France, consiste à renforcer l'administration tchadienne qui paraissait défailante.

réconciliation conduit à la récupération et l'intégration des membres ou du moins des dirigeants « frolinistes » au gouvernement Mahamat Saleh (2005, p.96). Certaines élites musulmanes sont évincées de leur pouvoir aux lendemains des émeutes survenues en Septembre 1963 dans la capitale tchadienne.

Dans un élan de l'intérêt national axé sur la conciliation, l'unité et la prospérité du pays, Tombalbaye organise la politique de réconciliation nationale dans l'optique de récupérer certaines élites musulmanes éloignées du pouvoir depuis les émeutes. C'est ainsi qu'intervient le remaniement ministériel du 24 Mai 1971. Ce tableau définit l'ensemble du gouvernement issu de la réconciliation entre le pouvoir de N'Djamena et le Frolinat en 1971.

Tableau n°1 : Désignant membres du gouvernement issus des accords conclus entre le gouvernement Tombalbaye et le Frolinat du 24 Mai 1971.

N°	Noms et Prénoms	Fonctions
1	François Tombalbaye	Président de la République
2	Adoum Tchéré	Ministre de la défense et des anciens combattants
3	Douba Alifa	Ministre de l'intérieur
4	Naimbaye Raymond	Ministre des travaux publics, des mines et de géologie
5	Djidingar Michel	Ministre de l'agriculture
6	Djibrine Kerallah	Ministre des finances
7	Adoum Aganaye	Ministre des transports, des postes et de télécommunication
8	Dounia Marc	Ministre chargé des relations avec le parlement
9	Abdelkerim Mahamat	Ministre de l'élevage, des eaux et forêts, pêches et chasses et de la commercialisation des produits animaux.
10	Bangui Antoine	Ministre chargé de la coordination à la présidence de la République
11	Baroum Jacques	Ministre de la santé publique et des affaires sociales
12	Abdel Mouti Taha	Ministre du commerce et de l'industrie
13	Baba Hassane	Ministre des affaires étrangères
14	Garandi Dikoa	Ministre de l'éducation nationale et de la culture
15	Dessande Pierre	Ministre du tourisme et de l'artisanat
16	Brahim Seid	Ministre de la justice

17	Abdoulaye Djounouma	Ministre de l'aménagement du territoire et du plan
18	Moustapha Battran	Ministre de la fonction publique
19	Roumba Eli	Secrétaire d'Etat aux finances
20	Nicolas Jean	Secrétaire d'Etat à l'élevage et à la commercialisation des produits animaux
21	Abderaman Dahab	Secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la culture
22	Golo François	Secrétaire d'Etat à l'agriculture
23	Ahmat Anadif	Secrétaire d'Etat à la présidence chargé de l'information
24	Mahamat Idriss	Secrétaire d'Etat à la présidence chargé du travail, de la jeunesse et des sports
25	Adoum Ahmit	Secrétaire d'Etat aux transports et aux postes et télécommunications
26	Oumar Seid	Secrétaire d'Etat chargé de mission à la présidence
27	Mahamt Zein Ali	Secrétaire d'Etat chargé de mission à la présidence

Ce remaniement fait apparaître sur la scène politique certains leaders politiques influents de la région du Nord au Tchad, telles que Baba Hassan : ministre des affaires étrangères, Mahamat Abdelkerim : ministre de l'élevage, des eaux et forêt, chasse et de la commercialisation des produits animaux et Djibrine Kherallah, ministre des finances accusés avoir comploté contre la sécurité de l'Etat.

Comme cette première tentative de réconciliation nationale dont le coup d'envoi a été donné par François Tombalbaye n'a pu éradiquer la spirale de la violence politique, de contestations et de posture radicales, d'autres régimes à tour de rôle vont expérimenter le dialogue inter-tchadien. C'est ainsi que certains de ces dialogues ont abouti à la conclusion des accords de paix débouchant sur la responsabilisation au sein du gouvernement d'Union Nationale des membres des mouvements politico-militaires. Pour ces types d'accords, il en existe une multitude.

La particularité en ce qui concerne le processus de réconciliations nationales au Tchad entreprises sous l'initiative des Tchadiens est que le plus souvent, les réconciliations n'aboutissent pas forcément à la nomination aux postes ministériels. Les responsables ou du moins les membres des mouvements rebelles sont nommés à la tête des directions techniques. Ils se contentent souvent des postes des directions techniques des services publics, société ou entreprises Nebardoume (1998, p. 95). Le coup d'envoi ou du moins l'initiative engagée par le président Tombalbaye pour la politique de

réconciliation entre tchadien a suivi son cours et expérimentée par les différents régimes l'ayant succédé.

Au temps du régime de la troisième République sous le président Hissein Habré bien des divergences politiques mettant en mal l'appareil de l'Etat ont été observées. Le climat politique national n'était pas forcément au beau fixe permettant ainsi une cohésion nationale. L'enseignant-chercheur tchadien a raison dans une certaine mesure de faire cette lecture sur la situation politique du Tchad sous le régime d'Hissein Habré, affirmant que « Les années 1980 sont marquées par des guerres civiles, par un conflit ouvert avec la Libye ainsi que par un régime autoritaire » Kassambara (2022, p.456). Les oppositions à l'encontre du pouvoir central sont observées lesquelles issues de divergence idéologiques, de guerre de positionnements et surtout des méthodes de gestion du pouvoir jugé par certains leaders politiques de radicalisme.

Aux épreuves de toutes ces expériences, le régime d'Habré se trouve dans une logique d'opposition et de contrariété dont la seule solution pour une paix, cohésion nationale et gestion inclusive du pouvoir était de passer à une politique de réconciliation nationale au même titre que ses prédécesseurs. C'est ainsi qu'un dialogue inter-tchadien est organisé sur un terrain neutre où le choix de Libreville la capitale Gabonaise a accueilli l'agrément de toutes les parties. Ces assises de réconciliation nationale exclusivement entre les tchadiens sur la terre gabonaise, visent à trouver des dénouements définitifs aux problèmes qui irriguent les désaccords entre les leaders politiques tchadiens issus du pouvoir et ceux de l'opposition au pouvoir. Les échanges autour des questions fondamentales entre autres liées à la gouvernance pénible, au bâillonnement de l'opposition qui mine le bon fonctionnement de l'Etat constituent l'épicentre de bras de fer entre pouvoir et opposition. Sous la diligence de la République sœur du Gabon les débats se sont déroulés dans une atmosphère de libéralité, d'entente et compromis amenant ainsi les uns et les autres à faire fédérer leurs positions en canalisant les objectifs communs qui sont ceux de construire le Tchad de paix, d'unité et de la prospérité.

Un accord de réconciliation nationale est signé entre le gouvernement de la République du Tchad et le Front Démocratique Tchadien 'FDT' Bichara (2009, 107). L'accord signé à Libreville prévoit le retour des opposants au Tchad, leur responsabilisation et l'exécution du programme politique de leur parti. La politique de réconciliation nationale initiée sous le régime de la première République du Tchad est une épreuve de recherche de la paix et de l'unité du peuple en général. Par ses caractéristiques diverses tenant compte des contextes politiques de chaque régime, à un moment donné, elle reste une tribune sollicitée par les tchadiens pour l'apaisement, le réglage et l'apport des solutions possibles aux problèmes qui les divisent.

1.2. *Réconciliations inter-tchadiennes au regard des crises politiques et la problématique de l'ouverture vers la formation de gouvernements.*

Les expériences de réconciliations inter-tchadiennes dans leurs diversités, formes et contenus sont pour la plus part des épreuves auxquelles les attentes des conciliations atterrissent sur la mise en place de gouvernements d'union, de consensus ou de cohésion. Les années 1971 à 1989 d'une part, celles à partir de l'ouverture démocratique du Tchad jusqu'au retour de la transition politique de 1990 à 2021 d'autre part, les débats entre tchadiens autour des questions qui entravent la paix et l'unité du pays constituent toujours des priorités recherchées vers de consensus aboutissant aux apaisements et à l'organisation de l'Etat.

Sous le régime issu de l'ère de l'ouverture démocratique, le contexte politique offre des possibilités à l'émergence des politico-militaires et aux départs des leaders politiques en exil. Le droit à profusion aux libertés publiques et aux organisations sociales, sur fond de népotisme, de pillage des ressources et des mécontentements favorise les dissidences et oppose le régime à certains de la classe politique nationale.

Dans cette situation de divergences idéologiques et souvent de guerres de personnes, naissent des oppositions qui incitent aux réconciliations.

Dès lors on note, l'accord du 17 juin 1992 signé à Béboto dans le Logone oriental entre le régime d'Idriss Déby Itno et le Comité de Sursaut National pour la Paix et la Démocratie au Tchad de Kete Nodji Moise. Cet accord prévoit entre autres, une amnistie et la transformation de ce mouvement en un parti politique et, également la responsabilisation des cadres du mouvement.

Au rang des fruits de réconciliation entre le régime démocratique et ses opposants, s'inscrivent aussi les accords du 13 août 1997 signés entre le pouvoir d'Idriss Déby Itno et le Frolinat/FAP à N'Djamena et celui du 18 avril 1997 avec les Forces d'Action pour la République Fédérale (FARF) de Laokein Bardé Frisson à Moundou³. Dans leurs termes, ces clauses augurent, l'amnistie générale des rebelles, la transformation de leurs mouvements en partis politiques dans une procédure d'urgence, l'incorporation de leurs éléments respectifs au sein de l'Armée Nationale et l'octroi des postes de responsabilité aux cadres issus de chaque mouvement.

Il convient de souligner que l'un des accords, notamment le dernier a vu la présence de quelques diplomates accrédités au Tchad parmi lesquels l'ambassadeur du Nigéria, le chargé d'affaires du Cameroun, des ambassadeurs de la France et de la Centrafrique assistant les membres du gouvernement Tchadien.

³Moundou est la deuxième ville du Tchad et représente la capitale économique. Située au sud du pays, elle est le chef-lieu de la province du Logone Occidentale.

Au-delà du caractère hautement officiel témoigné par la présence des représentations diplomatiques accréditées au Tchad dans la résolution pacifique des problèmes inter-tchadiens, la politique des réconciliations sous l'initiative des tchadiens évoque certaines particularités en ce qui concerne la formation des gouvernements. C'est le cas actuel des accords scellés en mars 1994 entre les forces d'action pour la République fédérale (FARF) de Laoukéin Bardé et le Comité de Sursaut National pour la Paix et la Démocratie (CSNPD) au Tchad de Kete Nodji Moise.

Si au Tchad les conférences de réconciliations entre les différents protagonistes de la crise tchadienne influencent sur la formation des gouvernements, on se pose la question de savoir pourquoi celles réalisées entre le pouvoir central et les seigneurs de guerres issus de la partie méridionale du pays connaissent des difficultés à l'aboutissement de la formation de gouvernement?

Cette situation découle d'une part de la faiblesse de capacité de nuisance, de l'absence de l'espace approprié et d'autre part de la carence de soutenabilité aux mouvements rebelles issus de cette localité par les pays voisins Lanne (1981, p. 67).

A l'image des mouvements rebelles issus du Frolinat comme les Forces Armées Populaires (FAP), le Conseil de Commandement des Forces Armées du Nord (CCFAN), le Conseil Démocratique Révolutionnaire (CDR) qui possèdent un dispositif militaire redoutable et les soutiens des pays voisins, les rébellions du Sud manquent un dispositif militaire conséquent et effrayant pouvant leurs assurer, dans un rapport de forces, la résistance face aux forces loyalistes.

Au Tchad comme dans d'autres pays en situation de guerre permanente, l'intégration des cadres issus des rébellions est un préalable pour toute initiative de réconciliation nationale. La paix et la stabilité politique étant des fondements à tout développement, les régimes en difficulté de stabilité politique se trouvent dans l'obligation d'accepter de telles pratiques en matière de formation de gouvernements au grand dam des principes et règles édités pour les recrutements, et la promotion dans la fonction publique tchadienne. Les conditions de rétablissement de paix et de la sécurité obligent le pouvoir publique à ces pratiques hors de l'ordinaire. Toutefois, il convient d'indiquer qu'à travers les différentes opérations de réconciliations entre les politico-militaires tchadiens issus de la région méridionale du pays et les dirigeants au pouvoir sous le régime de l'ouverture démocratique, les conclusions assorties des différentes réconciliations n'ont pas conduit à la formation des gouvernements.

Les différentes organisations de réconciliations nationales sous les initiatives tchadiennes sont l'émanation de dégradations de la situation politique. Celles-ci, dans la plupart des cas aboutissent à la formation des gouvernements à la suite d'une entente cordiale entre les protagonistes de la crise tchadienne. Par contre, certaines initiatives pour la réconciliation entre tchadiens contribuent essentiellement à

l'apaisement pour la paix et donc les conclusions ne donnent finalement les possibilités vers l'ouverture à la formation de gouvernement d'entente. Compte tenu du fait que les rébellions de la zone méridionale ne possèdent pas potentiel militaire conséquent et des parrains comme le cas des mouvements issus du septentrion tchadien, soutenus et aidés dans la plupart des cas par les Etats voisins et les puissances étrangères, l'application des accords par les pouvoirs publics permettant leur intégration dans les gouvernements aboutit souvent à des échecs. Ceci se traduit dans la logique du déséquilibre des rapports de forces et de l'absence de la capacité de nuisance des mouvements de rebellions sous le commandement et la gestion des leaders issus de la partie méridionale en carence des soutiens et aides étrangères et du dispositif géopolitique peu conséquent à mesure de mettre en difficulté le pouvoir de N'Djamena.

Les procédés de réconciliations inter-tchadiennes sont certes dans une certaine mesure une formule ayant abouti à la mise en place des équipes gouvernementales. Au menu des règles et systèmes politiques qui conduisent à la composition de gouvernements ou aux remaniements ministériels, l'apport des élections dans la phase préliminaire aussi bien dans la phase préélectorale est non de moindre.

2. Les élections comme modèles de formation des gouvernements

2.1. Les manœuvres préélectorales et le processus de formation de gouvernement

Au Tchad comme dans l'ensemble des pays situés au Sud du Sahara, existent des préalables dans les circonstances avant les élections. En dépit des différents contextes qui caractérisent l'évolution politique du Tchad, chaque époque dispose ses méthodes et règles de conduites préludes aux échéances électorales. Il importe de mettre en évidence l'expérience du processus électoral avant les scrutins dans une trajectoire de la perspective de composition des instances exécutives.

Dans le contexte du parti unique, les échéances électorales sont déterminantes en ce qui concerne le processus de formation de gouvernements. A l'époque où l'Afrique était soumise à un système monopartite qui planifie l'organisation interne des Etats, au Tchad les composantes politiques participent au pouvoir à travers le canal des opérations électorales. Le mécanisme de mise en place ou du moins de formation de gouvernement se caractérise par les élections législatives Le Cornec (1963, p.69). L'ensemble de la classe politique est dominée en majorité par les formations politiques dirigées pour la plupart par les chefs traditionnels à l'image du Mouvement Socialiste Africain (MSA) d'Abderaman Koulamallah, du Groupement des Indépendants et Ruraux du Tchad (GIRT) de Saoulba Ngontchomet et de quelques leaders politiques dont l'exemple de Jean Baptiste de l'Union Nationale du Tchad 'UNT' Diguimbaye (1969, p.27).

A travers les élections législatives, les élites et entrepreneurs de la vie politique luttent pour accéder au pouvoir. Dans cette perspective de quête du pouvoir en vue de la gestion du pays, se forment les jeux d'alliances et de coalition entre les différentes formations politiques. C'est ainsi qu'à l'issue du congrès d'Abéché antérieur aux élections législatives, les alliances politiques en vue de combattre le principal parti au pouvoir le (PPT/RDA) se sont tissées entre les différentes formations politiques au sein d'un grand mouvement dénommé Parti National Africain 'PNA' Ahmed (1989, p.72).

Cette grande coalition d'intérêt commun s'inscrit pour la lutte et le partage du pouvoir en vue de l'éventuelle formation du gouvernement. Dans l'ensemble, les paramètres électoraux sont un enjeu considérable dans le processus de constitution des gouvernements. Si à une époque de l'évolution politique du Tchad les législatives déterminent les priorités d'accès au pouvoir et la constitution des instances exécutives, pour les mêmes réalités, le multipartisme offre des conditions nouvelles dans un concert de démocratisation.

Au début des années 1990, le Tchad comme d'autres pays de l'Afrique subsaharienne, connaît l'ouverture démocratique. Le multipartisme est formellement autorisé au Tchad par ordonnance du 4 Octobre 1991 et confirmé plus tard par la constitution de 1996 Tétémadji (2005, p. 346). La nouvelle situation politique introduit une ère de participation politique où les citoyens peuvent aisément traduire leur volonté et exprimer leurs libertés. Ce contexte favorise la naissance des partis politiques et des associations civiles.

Dans l'ensemble, le Tchad compte environ deux cent partis politiques. Sur l'ensemble de la classe politique nationale, on trouve les partis qui jouissent d'une large assise sur le plan national comme les cas de Parti pour les Libertés Démocratiques (PLD) d'Ibn Oumar Mahamat Saleh, l'Union Nationale pour la Démocratie et le Renouveau (UNDR) de Saleh Kebzabo, le Rassemblement Démocratique du Peuple (RDP) de Lol Mahamat Choua, Fédération Action pour la République (FAR) de Ngarledji Yorongar, le Rassemblement National pour la Démocratie et le Progrès (Viva RNDP) de Kassire coumakoye ,et le pôle des partis peux influents tels que le Mouvement Socialiste Africain Rénové (MSA/R) d'Abdraman Koulamallah, l'Action du Renouveau au Tchad (ART) de Oumar Boukar, l'Union Nationale (UN) d'Abdoulaye Lamana Mey (2005,p.68).

L'échiquier politique est constitué des partis dominants car ayant une assise territorialement implantée et ceux qui sont moins influents. L'élite et les entrepreneurs politiques mobilisent pacifiquement les solidarités affinitaires autour des alliances et protocoles d'accords politiques en vue de conquérir le pouvoir grâce au vote. Dans un rapport d'adversité politique de la phase préparatoire pour les élections à la

magistrature suprême, sont conclus les accords politiques entre les principaux partis d'opposition qui font ombrage au pouvoir en place et, les partis dits de la mouvance présidentielle et le parti au pouvoir.

De cette situation découle un protocole d'accord pour les présidentielles de 1996 entre le Rassemblement Démocratique du Peuple (RDP) qui est l'un des maillons durs de l'opposition politique et le principal parti au pouvoir le Mouvement Patriotique du Salut (MPS) aux affaires depuis l'avènement de la démocratie (Notre temps, 2003, n°121). L'issue de cet accord porte sur le partage du pouvoir et la gestion commune des affaires publiques. La période de la démocratisation est pourvoyeuse d'une série de protocoles d'accords électoraux conduisant aux changements des instances institutionnelles au Tchad.

Pour le Tchad démocratique et moderne, les élections sont l'un des enjeux fondamentaux dans le mécanisme de formation de gouvernements. La course à la magistrature suprême de 2001 a vu naître des protocoles d'accords aux élections en vue de l'éventuelle constitution de l'équipe gouvernementale.

Dès lors, on a d'une part un protocole d'accord signé entre les faucons de l'opposition politique les six candidats de l'opposition politique qui sont : le FAR, l'UNDR, le PLD, l'UDR, et le Viva RNDP et d'autre part entre le parti au pouvoir MPS et ceux de la majorité présidentielle notamment les accords d'alliances du 18 avril 2001 entre l'Union Nationale d'Abdoulaye Lamana et le MPS, et celui du 19 avril de la même année entre la Convention des Sociaux-Démocrates Tchadiens (CSDT) pour le soutien du candidat sortant à l'élection présidentielle⁴.

Au terme du protocole d'accord, les signataires décident d'instaurer une concertation permanente pendant et après les élections présidentielles de mettre en commun leurs ressources en vue d'assurer le contrôle effectif du scrutin ainsi que leurs représentations au sein de la Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI) et de reporter les voix au candidat signataire de cet accord, arrivé au second tour face au candidat non signataire. Par ailleurs dans les termes des accords d'alliances il est prescrit que les deux parties s'entendent sur la gestion commune du pays à l'issue des consultations présidentielles, législatives et communales et décident de gérer ensemble le pays selon les modalités à discuter au moment opportun⁵.

Dans une approche épistémologique l'analyse de ces deux situations montre que les partis dits de la majorité présidentielle et ceux de l'opposition politique poursuivent les mêmes buts. Les alliances et les protocoles d'accords engagés entre les différentes

⁴Banhoudel Mékondo, F., <http://WWW.Cefod.Org>, Spéciale élections présidentielles du 20 mai 2001, le 13 janvier 2023.

⁵[Http//p www.Tchadactualite.com](http://p.www.Tchadactualite.com), message du chef de l'Etat appelant les candidats et électeurs à battre campagne dans le calme et respect mutuel, le 7 janvier 2023.

composantes de la classe politique tchadienne ont pour finalité le souci de la conquête du pouvoir. Tous les protocoles ayant précédé la signature des accords sont des manœuvres politiciennes qui balisent le terrain pour la course aux élections. Par conséquent, les accords préélectoraux, les alliances entre les entrepreneurs de la scène politique tchadienne au demeurant constituent des procédés préalables à la préparation et constitution de gouvernement. Ce qui sous-tend une forme de garantie conduisant à la mise en place effective de l'instance exécutive dans le contexte après les élections.

2.2. Situation postélectorale et la formation des gouvernements au Tchad

Au Tchad comme dans l'ensemble des pays du continent africain les élections constituent une étape décisive dans le processus démocratique. Avec l'avènement du multipartisme, aux lendemains de l'effondrement du mur de Berlin, apparaissent des nouvelles règles d'organisation à travers lesquelles les partis politiques manifestent leurs désirs de conquête pour le pouvoir. Dans les perspectives des échéances électorales en vue des préparations des présidentielles, sont signés des accords entre les différentes composantes de la classe politique nationale.

Pour ce qui est du Tchad, les élections présidentielles ont été déterminantes dans le processus de formation de gouvernements. La phase postélectorale consacrée pour la désignation d'un nouveau gouvernement constitue une étape de contestation, de tiraillement et de luttes de positionnements. Ce climat de l'ébullition politique favorise dans une certaine mesure les dernières mises au point sur les clauses ayant fait l'objet des accords et alliances préélectoraux. Dès lors, les partis dits de la majorité présidentielle se réunissent autour des préoccupations du partage de pouvoir. L'observation de certains points d'accords issus de la phase préélectorale montre que les élites de la grande famille politique convergent vers un même but dans leurs engagements politiques. C'est ainsi que l'idée du partage de gâteau reste le point essentiel de toutes les clauses Mathurin (2008, p.28).

Au-delà de cette préoccupation d'alliance entre les partis on est amené à s'interroger sur les mobiles de création d'un parti politique. A l'exception des quelques partis dominants qui font ombre au parti au pouvoir, presque tous les partis de l'opposition n'ont pour rôle que d'accompagner le parti au pouvoir. L'opposition au Tchad ne paraît pas jouer pleinement son rôle. Elle devient accompagnatrice aux grandes élections que de s'assumer en tant qu'organisation en quête perpétuelle du pouvoir. Comme l'affirme Mahamat Saleh Yacoub « le parti politique a pour fondement la conquête, l'exercice et la conservation du pouvoir »⁶.

Aux lendemains des présidentielles de 1996, les accords d'alliances signés entre le Rassemblement Démocratique du Peuple (RDP) de Lol Mahamat Choua et le

⁶SalehYacoub, M., enseignant d'Université, entretien du 26 juillet 2023, N'Djamena.
DJIBOUL | N°005, Vol.2

Mouvement Patriotique du Salut (MPS) d'Idriss Déby Itno en vue de la gestion commune des affaires publiques aboutissent à la formation du gouvernement. Au sein de ce gouvernement d'ouverture, plusieurs postes ministériels sont accordés au parti allié.

Dans le contexte de démocratie les élections constituent le cheval de bataille pour l'accès au pouvoir. La situation après les présidentielles marque une étape capitale dans les réalisations des accords conclus. Les engagements signés entre les partis de la majorité présidentielle et le principal parti sortant débouchent à une formation de gouvernement. C'est ainsi qu'aux présidentielles de 2001 un certain nombre d'accords d'alliances entre le Mouvement Patriotique du Salut, les partis dits de la mouvance présidentielle, l'Union Nationale pour la Démocratie et le Renouveau du Tchad sont conclus. Ces accords s'ouvrent à la formation du gouvernement du 25 Février 2001.

Conclusion

Au lendemain des émeutes populaires des années 1963, le Tchad s'est retrouvé dans une spirale d'insécurité politique dont les effets ont considérablement affecté son unité et le développement. La politique de réconciliations nationale entreprise par les tchadiens et entre tchadiens depuis les années 1970 à l'aube de la fin du régime démocratique, apparait comme une soupape de conciliations, d'union et d'organisation au regard des dissidences entre les pouvoirs politiques, l'opposition armée et certains acteurs de la vie politique tchadienne radicaux à l'endroit des régimes en place. Au Tchad, cette politique devient malgré quelques hésitations une approche réelle et adaptée, favorable à la réconciliation et la mise en place de gouvernements d'entente et d'union. A l'évidence, force est de noter que la politique de la main tendue appliquée par les régimes en place dans l'optique de procéder ou du moins de parvenir à une réconciliation entre les protagonistes de crises politiques tchadiennes, dans une certaine mesure aboutit à la formation de gouvernement. Ce qui se confirme sous le régime de la première République du Tchad où on assiste aux réaménagements de l'équipe gouvernementale ayant pris en compte les nominations aux postes ministériels des leaders 'émeutiers' de Septembre 1963. Ce qu'il importe de relever et noter dans cette démarche de réconciliation et organisation des gouvernements, ce que, les issues de politique de réconciliations entre tchadiens aboutissent aux accords d'entente et de cohésion entre les parties en oppositions sans pour autant forcément débouché sur une formation de gouvernement. Toutefois, ces accords ont favorisé les insertions des uns et des autres sollicités dans les grandes directions ministérielles. Ce qui se traduit sous le régime de l'aire démocratique à travers les accords signés entre les mouvements rebelles dirigés respectivement par Kété Nodji Moïse, Laouken Bardé et le gouvernement de l'ex-président Idriss Déby.

Au rang des préoccupations liées aux apaisements des crises tchado-tchadiennes, et notamment à la recherche du vivre-ensemble et de l'organisation de l'Etat, les accords

issus des échéances électorales en constituent une des formules de réconciliations nationales. Sous le régime de la troisième République du Tchad les accords de conciliations ont été conclus entre le gouvernement d'Hissein Habré et le Front Démocratique Tchadien. Au crépuscule de notre analyse sur l'impact de réconciliations nationales, élections sur la formation de gouvernement au Tchad, il convient de signaler avec insistance que ces facteurs sont d'un apport incontournable dans le phénomène des pratiques et de la mise en œuvre des équipes gouvernementales.

Références bibliographiques

- Christian Bouquet, 1982, Tchad : genèse d'un conflit, l'Harmattan, Paris.
- Bujstenuijt Robert, 1978, Le froinat et les révoltes populaires du Tchad, 1965-1976, Edition Mouton, Paris.
- Diguimbaye Georges, 1969, L'essor du Tchad, presse universitaire de France, Edition, La Haye, Pays Bas.
- Bichara Idris Hagggar, 2003, Témoignage et combat politique d'un exilé, l'Harmattan, Paris.
- Ahmed Kotoko, 1989, Le destin de Hamaï ou le long chemin vers l'indépendance du Tchad, L'Harmattan, Paris.
- Bernard Lanne, 1981, Rébellion et guerre au Tchad de (1965-1983), L'Harmattan, Paris.
- Le Cornec Jacques, 1963, Histoire politique du Tchad de 1900 à 1962, Editions L.D.D.J, Paris.
- Le Cornec Jacques, 2000, Les milles et un Tchad, l'Harmattan, Paris.
- Derlemari Nebardoum, 1998, Le labyrinthe de l'instabilité politique au Tchad, l'Harmattan, Paris.
- Micheal Ngangbet Kosnaye, 1984, Peut-on encore sauver le Tchad, Karthala, Paris.
- Galli Ngothé, Gatta, 1985, Tchad : Guerre civile et désagrégation de l'Etat, présence africaine, Paris.
- Galli Ngothé, Gatta, 2007, La grande guerre pour le pouvoir, (1979-1980), centre Al-Mouna, N'Djamena-Tchad.
- Nna, Mathurin, 2008, Tchad, la légitimité du ministre Camerounais confrontation et affrontement entre le libre choix du chef de l'Etat et la représentation politique, « études des sciences politiques », in cahiers juridiques et politiques, Université de N'gaoundéré, 67p.
- Mahamat Saleh Yacoub, 2005, Tchad : des rebelles aux seigneurs de guerre : la désagrégation de l'armée Nationale, Editions-AL-Muna, N'Djamena-Tchad.
- Tétémedi Bangoura, 2005, Violence politique et conflits en Afrique : le cas du Tchad, L'Harmattan, Paris.
- Djimndou Yoroda, 2002, « L'analyse sur la dimension Nord/Sud des rébellions et guerres civiles au Tchad », Mémoire de maitrise, Université de N'djamena-Cameroun.
- Bichara Idris Hagggar, 1983, « La situation politique du Tchad de l'indépendance à la chute de Tombalbaye », Thèse de Doctorat en politique et droit de développement, Université de Poitiers, France.

- Mahamat Mey Mahamat, 2005, « La situation des régimes politiques au Tchad : ressemblances et dissemblances », Mémoire de maîtrise en Histoire, Université de N'Djamena-Tchad.
- Oumar Mahamat, Goroma, 1980, « L'évolution politique et administrative de la République du Tchad », Mémoire de diplôme d'études approfondies, Université de Clermont I, Paris.
- Bernard Lanne, 1981, « Le sud du Tchad dans la guerre civile, 1979-1980 », Politique africaine, septembre 1981, pp. 75-89.
- Mahamat Hissein., 1997, « L'accord va-t-il être respecté ? » Le progrès, n°71, pp.1 à 4.
- Ralongar Diékhhor, 2003, « Tchad, quarante ans d'indépendance », Notre temps, n°121, pp.3 à 6.
- Koumakoye Edmond, 1993, « Spéciale conférence nationale souveraine », L'observateur, n°189, pp.1à 4.
- Journal officiel de la République du Tchad, n°002, Décret n°O93/PR/PM.2001, portant remaniement du gouvernement, 36.P.
- Djimasta Koïbla, 1997, « discours du 18, avril », Agence Tchadienne de Presse, n°303, pp.1à6.
- Journal officiel de la République du Tchad, 15 juin 1971, n°12 , pp.4 à 6.
- Journal officiel de la République du Tchad, du 24 mai 1971, n°12, Décret N°91/PR/SGG, Portant nomination des membres du gouvernement, du 15 Juin 1971, pp.295 à 298.
- Info-Tchad, du 17 juin 1992, n°2875, pp.12 à 16.
- Agence Tchadienne de Presse, du 18 avril 1997, n°303, p.6 à 8.
- Journal officiel de la République Tchad, 07 Février 2001, n°002, pp.8 à 12.
- Banhoudel Mékondo, F., [http://: WWW. Cefod. Org](http://WWW.Cefod.Org), Spéciale élections présidentielles du 20 mai 2001, le 13 janvier 2023.
- [Http//p www.Tchadactualite.com](Http://p www.Tchadactualite.com), message du chef de l'Etat appelant les candidats et électeurs à battre campagne dans le calme et respect mutuel, le 7 janvier 2023.